

# LE MONDE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant  
du Rond point Grand Hôtel.  
CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33  
E-mail: lemonde\_niger1@yahoo.fr

## D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

7<sup>ème</sup> année

N°413 DU MERCREDI  
11 NOVEMBRE 2020

PRIX : 300 F

**Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse**

## Manque de consensus autour du processus électoral Des élections sous haute tension. Où veut nous mener le PNDS ?

*Les médiations pour faire baisser la tension ? Il y en a peu et elles ne sont pas de toute façon crédibles. La médiation initiée par la Commission nationale des droits de l'homme (Cndh) est jugée non crédible par les Nigériens du fait de la prééminence de deux de ses ténors dans le comité dit des sages mis en place. Annoncée comme membre dudit comité, Fatoumata Bazey, l'ancienne présidente de la Cour constitutionnelle, aurait, selon des sources crédibles, décliné de faire partie de l'équipe. Soupçonne-t-elle un coup fourré politique ? Nul ne le sait. En revanche, on sait que la mission entreprise par le comité dit des sages semble ne pas prospérer du tout...*



**Acculé jusqu'à ses derniers retranchements**

## Hama Amadou et ses partisans sont prêts à faire la bagarre que le PNDS a toujours cherchée

**Activité politique**

### Quand le silence de Djibo Salou commence à inquiéter ses militants

Le général Salou Djibo continuerait-il à croire ou à penser que le Président Issoufou Mahamadou va lui renvoyer l'ascenseur à son tour au détriment de son parti, le Pnds-Tarayya, ou continuerait-il à rêver ?



**Salaires illégaux**

### Quand Seïni Oumarou se met la corde au coup

Dans une interview qu'il a accordée à Jeune Afrique et publiée lundi 9 novembre 2020, le président du Mnsd Nassara, Seïni Oumarou, a surpris plus d'un par ses réponses alambiquées...



# Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”

## Faites, donc, attention aux manipulations politiciennes, elles ne sont pas toujours porteuses d’heurs

Nous sommes à moins de deux mois du premier tour de l’élection présidentielle qui va consacrer votre départ du Palais présidentiel et rien n’est sûr, dans ce pays. Vos compatriotes, plus que jamais remontés contre votre vous et votre gouvernance qui ne saurait être un modèle, je le leur ai concédé, attendent anxieusement cette date du 27 décembre pour vous bouter, disent-ils, hors du Palais présidentiel. Ils semblent très déterminés et c’est cette tendance, m’a-t-on dit, qui se matérialise dans la mobilisation que vous constatez ou dont vous avez certainement écho à propos des visites de terrain de Hama Amadou, le chef de file de l’opposition et probable gagnant de l’élection présidentielle prochaine. Ah, j’ai vraiment tremblé en voyant Hama Amadou à Téra, à Dosso, à Maradi, à Zinder et Agadez. Partout, c’est un raz de marée et selon de nombreux observateurs étrangers, il n’y a pas de doute, les Nigériens tiennent là celui à qui ils vont accorder leurs faveurs dans les urnes. Mohamed Bazoum, je dois le reconnaître et vous le dire humblement, ne fait pas le poids face à Hama Amadou. Il ne lui arrive même pas à la cheville et vous le savez.

**Monsieur le “Président”,**

Ayant décidé de vous parler, cette semaine, de cette dynamique nationale autour de Hama Amadou, je ne saurais vous cacher le fol enthousiasme, l’euphorie et la liesse populaire remarquable à chacun de ses déplacements à l’intérieur du pays. La lecture de ce mariage entre Hama Amadou et le peuple nigérien coule de source. D’une part, c’est la rencontre entre un homme et son peuple qui croit en lui et qu’est prêt à lui accorder ses suffrages pour gouverner le Niger, avec tout ce que cela représente en termes d’espoir pour l’économie, l’école nigérienne, la santé, l’eau potable, l’agriculture, la justice, la sécurité, toutes autant d’aspects auxquels vous n’avez pas accordé l’attention nécessaire. D’autre part, c’est le rejet total de votre gouvernance et des perspectives sombres qu’elle présente à vos compatriotes avec cette histoire de continuité claironnée par Mohamed Bazoum. Face à des adversaires ben en jambes, qui savent ce que vous avez fait de ce pays en dix ans, j’ai été obligé de faire profil bas et de ravalier mes arguments qu’ils disent désuets et insultants pour le peuple nigérien. Vous savez, j’ai ressentie la plus grande

honte de ma vie en essayant d’aligner, comme vous l’avez si bien fait lors de l’inauguration du nouvel immeuble des Finances, les réalisations que vous avez faites.

**Monsieur le “Président”,**

Savez-vous qu’il m’a été rétorqué que vous êtes un président sans vision pour le Niger et que le plus beau service que vos compatriotes pourraient se rendre est sans doute de mettre un terme à votre gouvernance ? A mon cors défendant, lorsqu’il m’a été aligné, face à votre chapelet de réalisations, la réalité financière et économique dans laquelle baigne l’État, avec un encours de la dette inquiétant, la mainmise des réseaux sur le Niger, la corruption endémique, les détournements dont vous êtes parfaitement au courant et dont vous couvrez les auteurs, la santé, dont la marchandisation est galopante, le trafic de drogue, l’agriculture, réduite à un simple slogan (Les Nigériens nourrissent les Nigériens), l’école, l’ascenseur social que vous avez emprunté mais que vous avez mis sur cales, etc., j’ai baissé la tête. On ne peut être partisan de votre affaire sans avoir honte de ce bilan.

**Monsieur le “Président”,**

J’ai appris beaucoup des tournées de l’homme que vous donnerez tout pour recaler. S’il n’est pas d’ores et déjà l’élu du peuple nigérien, Hama Amadou est tout de même un candidat en qui le peuple nigérien croit. Ne gâchez pas cette si belle rencontre démocratique en essayant des choses vilaines. Vous savez, aussi curieux que cela paraisse, malgré vos déclarations multiples, vos compatriotes ne vous croient pas, ne croient pas en votre parole. Faites en sorte que l’histoire ne leur donne pas raison. Vous n’avez, dois-je vous le ressasser, ni le droit ni le devoir de choisir votre successeur. Vous n’avez pas non plus l’apanage de trafiquer, de manœuvrer en coulisses, en somme, d’agir dans le sens d’influer sur le cours du processus démocratique. Vos compatriotes, tels qu’ils sont mobilisés autour du chef de file de l’opposition, n’accepteront aucune dérive. Non seulement, ils n’accepteront pas que vous restiez un jour de plus au-delà du terme légal de votre mandat, mais ils refuseront également que l’État et ses pouvoirs soient utilisés pour faire passer un candidat qui n’a aucun mérite.

**Monsieur le “Président”,**

Faites attention à votre sortie. Elle est liée autant à votre respect de l’article 47, alinéa

2 de la Constitution qu’à la stricte neutralité que vous observerez dans la conduite du processus électoral. Dans le premier cas, « en aucun cas, nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels ou proroger le mandat pour quelque motif que ce soit ». Vous ne saurez, par conséquent, dépasser la date du 2 avril, si je ne m’abuse, sans passer le témoin à votre successeur. Moins formel mais catégorique toutefois, vous ne saurez vouloir imposer, de quelque façon que ce soit, un président pour le Niger. Faites, donc, attention aux manipulations politiciennes, elles ne sont pas toujours porteuses d’heurs.

**Monsieur le “Président”,**

À l’orée de votre départ de la présidence, j’ai appris que vous avez, enfin, daigné accorder votre attention pour des projets que vous avez négligés, d’autres disent « méprisés », alors qu’ils constituent ce qui aurait être votre préoccupation. Les routes dégradées de Doutchi-Konni, Dosso-Gaya et Tahoua-Arlit. A cinq mois de votre départ, c’est là un coup d’annonce qui ne trompe pas. Un ami, très futé, je l’avoue, m’a dit que, soit, nous avons affaire à une musique du genre Tanja Mamadou ; soit, vous comptez récolter les fruits de la réalisation de ces routes en procédant au lancement des travaux. Pour la première hypothèse, je l’ai systématiquement écartée, même s’il m’a sorti du chapeau la cinglant réponse de votre homologue guinéen, Alpha Condé : « l’histoire jugera », m’a-t-il dit froidement. Dans la seconde hypothèse, l’effet d’annonce ne suffit guère pour se faire attribuer la paternité d’un projet. Votre successeur peut bien organiser une autre cérémonie de lancement et vous jeter dans les oubliettes. Vous vous en êtes pris si tard que ces cérémonies de lancement font rire vos compatriotes.

**Monsieur le “Président”,**

Il est mi-nuit et mes paupières commencent à s’alourdir. Je vais arrêter cette lettre et aller me coucher, car demain est un autre jour. Le temps, c’est l’immensité, c’est l’insondable, c’est Dieu. J’espère que Demain sera meilleur pour notre pays et que le processus électoral sera remis sur les rails, dans des conditions d’égale confiance des acteurs politiques en la commission électorale, en la Cour constitutionnelle, recomposées dans un climat de consensus politique.

Mallami Boucar

*Manque de consensus autour du processus électoral*

# Des élections sous haute tension. Où veut nous mener le PNDS ?

Dans une trentaine de jours, les Nigériens iront aux urnes pour renouveler, enfin, les conseils municipaux et régionaux. Programmées, en principe, pour le 13 décembre 2020, les élections locales, qui doivent se tenir avant les législatives et le premier tour de la présidentielle, sont appréhendées déjà avec scepticisme et inquiétudes. Il est bien vrai que l'élection présidentielle focalise toutes les attentions, l'enjeu pour le pouvoir en place et l'opposition étant particulièrement grand, cette année. Cependant, les élections locales risquent d'être l'étincelle qui allumera le feu. Appelées élections de vérité pour le contrôle de proximité qu'elles offrent aux candidats et à leurs électeurs, les élections locales se présentent sous les traits d'un derby dont l'issue, dans bien des cas, pourrait préfigurer les sentences des élections législatives et présidentielles. La campagne électorale a commencé il y a belle lurette alors que le code électoral ne prévoit son ouverture que dans 23 jours, soit à 10 jours de la date du scrutin pour les locales. Malgré tout, ni la commission électorale, ni le ministère de l'Intérieur, encore moins le Conseil supérieur de la communication (Csc) ne s'en offusque. C'est un laisser-aller total. Qu'est-ce qu'ils peuvent à partir du moment la violation de la loi électorale est venue du côté du pouvoir. Mohamed Bazoum, le président et candidat du Pnds Tarayya, le principal parti au pouvoir, a été le premier à enfourcher son cheval de bataille. Sous le couvert d'une visite de proximité avec les militants, il s'est mis à parcourir le Niger, de fond en comble, histoire de prendre une longueur d'avance sur les autres. Dans le mutisme total des institutions qui doivent mettre le holà.

## ***L'opposition bande les muscles, met en garde et menace.***

Si ce sont les élections locales qui vont ouvrir le cycle électoral le 13 décembre prochain, la campagne électorale tourne toutefois autour de la course au fauteuil présidentiel. Et dans cette lutte politique aux traits inhabituels, les attaques verbales, invectives et autres critiques acerbes semblent prédominantes. Les discours sont tendus, les interpellations directes et sans atermoiements, les ressentiments abondants. Face à la volonté du pouvoir en place, impopulaire et discrédité par une série interminable de scandales, notamment financiers, de grande ampleur, d'user de subterfuges pour s'approprier des victoires

électorales qu'il ne saurait engranger dans le cadre d'élections transparentes, l'opposition bande les muscles, met en garde et menace.

## ***Un discours, de plus en plus musclé en réponse à la volonté du pouvoir, clairement perçue dans les milieux de l'opposition, d'usurper les suffrages populaires***

Depuis la première sortie médiatique du chef de file de l'opposition, Hama Amadou, l'on a noté un changement de paradigme au niveau de l'opposition.

Au discours à mots couverts d'un Mahamane Ousmane, a progressivement fait place celui, déjà, direct, franc et teinté de révolte d'un Ibrahim Yacoubou, Omar Hamidou ou d'un Hama Amadou. Ce discours, de plus en plus musclé, se veut comme la réponse à la volonté du pouvoir, clairement perçue, dit-on dans les milieux de l'opposition, d'usurper les suffrages populaires. Le contrat avec l'opérateur technique chargé de l'élaboration du fichier électoral est demeuré à ce jour secret, la commission électorale est partisane, la Cour constitutionnelle également, relève-t-on, entre autres, dans le Livre blanc publié fin juillet par l'opposition.

## ***La quadrature du cercle***

Pour la première fois, à la veille d'une élection, les Nigériens perçoivent clairement les risques d'une grave crise électorale. Le climat politique est délétère, le pouvoir en place se cramponne à des conditions d'organisation jugées partisanses comme à une bouée de sauvetage tandis que l'opposition, dont les rangs sont largement nourris par une masse importante de citoyens déçus, voire, révoltés par la gouvernance d'Issoufou Mahamadou, se braque, décidée à se battre pour des élections inclusives et transparentes. Quant aux institutions dont le profil et la nature des missions obligent à une médiation, elles ont, toutes, échoué du fait de l'intransigeance du pouvoir à faire le moindre compromis par rapport au code électoral, à la Ceni et à la Cour constitutionnelle. Une véritable quadrature du cercle qui risque de demeurer fermée, tant les positions sont à mille lieues de se rapprocher. Or, seul un consensus général peut permettre au Niger de conjurer le sort d'élections violentes, avec toute la déstabilisation, institutionnelle et politique, qui s'en suit.

***La Cndh, qui a bien lancé un appel à la retenue, en rappelant les rencontres que le comité des sages a eues avec les parties en conflit, n'a point daigné dire aux Nigériens les résultats de ces échanges.***

Les médiations pour faire baisser la tension ? Il y en a peu et elles ne sont pas de toute façon crédibles. La médiation initiée par la Commission nationale des droits de l'homme (Cndh) est jugée non crédible par les Nigériens du fait de la prééminence de deux de ses ténors dans le comité dit des sages mis en place. Le président de l'Association islamique du Niger (Ain) est notoirement connu pour son appartenance au Pnds Tarayya dont il a été un candidat malheureux aux élections législatives de 2016. Quant au président de la Cndh, lui-même, s'il a su faire montre d'indépendance d'esprit tout au long de son mandat, on le dit toute de même très proche des premiers responsables de l'Etat. Annoncée comme membre dudit comité, Fatoumata Bazey, l'ancienne présidente de la Cour constitutionnelle, aurait, selon des sources crédibles, décliné de faire partie de l'équipe. Soupçonne-t-elle un coup fourré politique ? Nul ne le sait. En revanche, on sait que la mission entreprise par le comité dit des sages semble ne pas prospérer du tout. Entamées depuis le 5 octobre 2020, les rencontres effectuées avec les différentes parties prenantes n'ont pas donné de résultat tangible. La Cndh, qui a bien lancé un appel à la retenue, en rappelant les rencontres que le comité des sages a eues avec les parties en conflit, n'a point daigné dire aux Nigériens le résultat auxquels ledit comité a abouti. Par ailleurs, des voix dénoncent cette réaction tardive de ces institutions qui savaient pourtant qu'il y avait matière à intercéder depuis longtemps.

## ***Issoufou Mahamadou reste de marbre***

Les élections approchent, dans un contexte de tensions exacerbées. Mais, le président de la République, qui a pourtant promis de passer le témoin à son successeur à l'issue d'élections transparentes, garde un mutisme désarmant. Ne comprend-il pas les risques d'implosion ou s'agit-il d'une simple profession de foi ? Malgré les appels insistants pour qu'il s'implique afin de décanter l'atmosphère et permettre au Niger d'aborder ces élections dans la sérénité et la paix des cœurs retrouvées, Issoufou Mahamadou reste de marbre.

YAOU

*Acculé jusqu'à ses derniers retranchements*

# Hama Amadou et ses partisans sont prêts à faire la bagarre que le PNDS a toujours cherchée

Le meeting organisé, samedi dernier au Stade Général Seyni Kountché de Niamey, par le Mouvement démocratique pour une fédération (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA) a drainé un monde fou. Ce meeting a aussi été une occasion pour les responsables et militants de ce parti de montrer à la face du monde qu'ils sont désormais au bout de la patience face aux différentes épreuves que leur fait subir le pouvoir du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA). Le Secrétaire général Mahaman Sani Malam à l'autorité morale du parti Hama Amadou, en passant par l'ancien chef d'Etat-major des forces armées nigériennes Moumouni Boureïma, c'est un langage clair que les responsables du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA ont tenu quant à leur décision à ne plus rester l'arme aux pieds face aux provocations du principal parti au pouvoir. C'est à la limite une déclaration de guerre que Mahaman Sani Malam, le Général Moumouni Boureïma et Hama Amadou ont faite au PNDS-TARAYYA face à ses tentatives de vouloir empêcher au MODEN-FA/LUMANA-AFRICA de présenter des candidats aux différents scrutins. Pour les observateurs avertis, cette posture du parti de Hama Amadou s'explique par le niveau de harcèlement dont il est l'objet de la part du PNDS-TARAYYA, depuis 2013 quand leur alliance a été rompu. Les Nigériens et le monde entier ont été témoins de toutes les épreuves imposées au MODEN-FA/LUMANA, à ses responsables et même à certains de ses militants. Pour un oui ou pour un nom, beaucoup parmi eux ont été emprisonnés, limogés de force de leurs postes au sein de l'Administration centrale et des collectivités. Et comme si tout cela ne suffisait pas, le PNDS-TARAYYA a toujours considéré le manque de réaction de la part du parti de Hama Amadou comme un manque de courage ou une peur à son égard. Combien de fois n'a-t-on pas entendu des responsables du principal parti au pouvoir, dont son secrétaire à la communication Iro Sani, déclarer sur des médias qu'ils sont forts et que les opposants, notamment les responsables et militants du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA, ont peur d'eux ? Le président et candidat à l'élection du PNDS-TARAYYA Bazoum Mohamed lui-même a l'habitude de défier l'opposition nigérienne de faire comme celle du Togo – c'est-à-dire occuper la rue, même en bravant les interdictions des autorités – pour que leur pouvoir la prenne au sérieux. C'est pour dire que pour le PNDS-TARAYYA, aucun litige politique ne peut se régler autour d'une table de dialogue, mais dans la confrontation. C'est pourquoi sans doute ce



parti a pesé de tout son poids pour réduire le Conseil national de dialogue politique (CNDP) à sa plus simple expression. Maintenant qu'il a poussé le parti de Hama Amadou à aller dans sa logique, le parti de Bazoum Mohamed doit avoir le courage de s'assumer et éviter de confondre toute attaque faite à son égard comme une attaque contre l'Etat et ses institutions.

**Les propos du général à la retraite, Moumouni Boureïma dit Tchanga au stade général Seyni Kountché le 7 novembre 2020**

Tchanga a tenu des propos au stade général Seyni Kountché dans un langage sans ambiguïtés, Moumouni Boureïma a mis en garde le pouvoir en place contre certaines dérives.

**Boureïma Moumouni a déclaré que la définition du Pnds en Haoussa : "Parti Dan doko da Sata", autrement dit « des porteurs d'une mission de confiance mais qui ont détourné les biens et ressources qui leur ont été confiées. S'adressant en particulier à Mohamed Bazoum, le président et candidat du Pnds Tarayya, l'ancien chef d'Etat-major général des Forces armées nigériennes a souligné qu'il menace, intimide tout le temps les Nigériens.**



Pour Boureima Moumouni, Bazoum se comporte comme ça parce que pour lui, ils ont le pouvoir et font ce qu'ils veulent. Seulement, dit-il, « le Niger est une République et la République a ses droits ». Toujours à l'attention de Bazoum, Tchanga a soutenu que si « vous traitez les Nigériens de peureux et que vous pouvez mettre la police pour écraser les Nigériens et les mettre en prison, vous devez savoir que la police est nationale que ce n'est pas la police de Bazoum, ni la police de Mahamadou Issoufou, encore moins la police du Pnds.

« Mohamed Bazoum, on vous demande de fournir votre nationalité d'origine, dit-il, et vous vous mettez à divaguer en tenant des propos régionalistes. « Ne menacez plus les gens », a conclu Moumouni Boureima. Il a notamment demandé au Président Issoufou Mahamadou de tenir son candidat en respect ou bien il sera tenu pour complice de tout ce qu'il tient comme propos et conduite.

**Hama Amadou : « la volonté de la Ceni d'organiser la fraude à grande échelle est manifeste »**

À l'attention de la Ceni, Hama Amadou souligne que le président de cette institution étant un ancien magistrat et avocat, il sait ce qu'est la loi et elle est très claire. Pour Hama Amadou, Issaka Souna sait, de manière très claire, que c'est écrit, concernant les cartes électorales, qu'on doit voter avec des cartes biométriques. Et s'ils veulent modifier les cartes, le minimum, c'est de faire une réunion pour chercher un consensus avec l'ensemble de la classe politique et demander à l'ensemble de la classe politique de modifier momentanément la loi pour que ces nouvelles cartes puissent servir de base. Mais, il n'y a eu ni concertation, ni consultation, ils ont décidé de manière arbitraire et unilatérale, de changer la carte et d'en faire une carte qui est moins sécurisée que la carte qu'on utilisait à l'époque. Ce qui veut dire que la volonté de la Ceni d'organiser la fraude à grande échelle est manifeste. Or, si les cartes électorales ne sont pas conformes aux dispositions de la loi, les élections peuvent être annulées. Uniquement pour cette raison. Il suffit simplement de le dénoncer, c'est une vérité légale. S'il n'y a pas de consensus sur les cartes électorales, nous ferons annuler les élections ». **Hama Amadou** : « Nous voulons des élections apaisées, inclusives, transparentes, des élections dans la paix et dans l'entente mutuelle du Niger. Et comment peut-on être d'accord avec cela si l'on n'est pas disposé à dialoguer, négocier et trouver le compromis possible pour faire avancer les choses. Nous ne sommes hostiles au dialogue, mais nous refusons qu'on nous impose des dispositions qui ne sont pas de l'ordre de la loi. La Ceni n'a aucun pouvoir de changer la loi. Le gouvernement n'a

aucun pouvoir de changer la loi. Il n'y a que l'Assemblée nationale qui fait les lois et qui a le pouvoir de les modifier. Mais, dans le cadre d'espèce, puisque nous sommes en période électorale, l'Assemblée elle-même ne peut pas modifier la loi sans qu'il y ait un consensus au niveau de l'ensemble de la classe politique ».

Les cartes électorales ? Pour le chef de file de l'opposition, « il est évident que nous nous trouvons dans une situation où l'illégalité va être la cause d'annulation des élections. Il vaut mieux, avant qu'il ne soit trop tard, trouver une base de compromis entre tous les partis politiques afin que nous trouvions une solution par rapport à la carte électorale. L'État a dépensé presque 40 milliards pour fabriquer des cartes électorales.

Comment, dans le dernier mois de la préparation des élections, la Ceni va sortir, malgré ces sommes astronomiques dépensées dans un pays pauvre comme le Niger, qu'il n'y a pas de cartes biométriques. On nous a abusés depuis 2017 en prétendant faire des recensements pour des cartes biométriques. Ce sont des cartes avec lesquelles on peut voter 10 fois, 20 fois sans qu'aucune disposition ne garantisse que vous ne poussiez le faire, assurément, ce ne sont pas des élections qu'ils veulent faire ».

Relativement au fichier électoral, Hama Amadou est dépité. Il souligne notamment que : « on nous dit qu'il y a plus de **19 000** juges inscrits sur la liste électorale. À ma connaissance, il n'y a pas 1000 juges au Niger. Alors, comment sont-ils devenus **19 000**? Et vous avez des tas de secteurs professionnels où les chiffres ont été multipliés par 10. Ce ne sont pas des élections, mais je crois sincèrement qu'on a cru que l'opposition allait boycotter. L'opposition est décidée à aller aux élections et nous irons aux élections. Et nous allons invalider les conditions anormales dans lesquelles les élections ont été tenues parmi lesquelles la carte électorale ».

Quant à ses rapports avec les étudiants, longtemps pollués par une campagne de dénigrement et de diabolisation, il a d'abord posé cette question : « vous pensez que je ne peux pas rencontrer les étudiants parce qu'on m'a diabolisé là-bas ? », avant de préciser que c'est une rencontre opportune qui va lui permettre, dit-il, d'éclairer la lanterne des étudiants qui doivent comprendre que « je n'ai jamais été contre les étudiants ». « Pendant toute la durée où j'étais aux affaires, aucun étudiant n'a été tué, aucun. Quel est l'étudiant qui, au moment où j'étais aux affaires, a perdu la vie ? J'ai toujours pris des dispositions pour que cela n'arrive jamais ».

I.B

**Activité politique**  
**Quand le silence de Djibo Salou commence à inquiéter ses militants**



Selon des informations recoupées, la plupart des militants de PJP Génération Doubara du Général Djibo Salou se posent la question de savoir pourquoi leur leader se fait invisible sur le terrain ? Aujourd'hui, presque tous les leaders politiques font des tournées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour prendre contact avec leurs militants à quelques semaines des élections générales de 2020-2021. Les militants et militantes, certains de ses anciens compagnons d'armes et des observateurs bien avisés, se posent mille et une questions.

*Le général Salou Djibo continuerait-il à croire ou à penser que le Président Issoufou Mahamadou va lui renvoyer l'ascenseur à son tour au détriment de son parti, le Pnds-Tarayya, ou continuerait-il à rêver ?* Son silence inexplicable commence à faire grincer des dents, à décourager au point de susciter des départs du PJP Doubara. Pour nombre d'entre eux qui ont accepté de livrer leur sentiment, Salou Djibo croit toujours qu'Issoufou Mahamadou va lui remettre le pouvoir comme par un coup de baguette magique, *il est temps pour lui de sortir de son profond sommeil.*

*Crise Moden fa Lumana suite et fin*

# Noma Oumarou et consorts sont dégonflés par la Justice

Le Moden-Fa/Lumana-Africa, depuis des mois, est en proie à une crise qu'on lui a imposée de l'extérieur en manipulation à l'intérieur du parti une marionnette corvéable et taillable à merci. L'homme que l'on dit engagé pour gagner du fric par le sabotage espérait, dit-on, trouver là le moyen de se faire payer cher son activisme à saborder le parti et rendre service, par une telle turpitude, à des adversaires qui croient que tant que Hama Amadou et son parti restent debout, ils ne pourront jamais réussir sur l'échiquier politique et remporter des élections dans le pays. Il était devenu dès lors impérieux pour eux de se battre à détruire un homme – Hama Amadou – et son appareil politique – le Moden-Fa/Lumana-Africa – qui aura fait montre d'une extraordinaire résistance face aux assauts répétés d'un système usé et anxieux de les voir si résilients face à leur volonté de l'éloigner de son pays. Après le journaliste Baba Alpha qu'on a chassé comme un malpropre du pays, c'est Hama Amadou qui subit les mêmes persécutions de la part de personnes qui ne peuvent pourtant pas se revendiquer plus Nigériens, mais qui allés jusqu'à le pousser à l'exil, à lui dénier sa citoyenneté nigérienne, éparpillant sa famille. C'était trop. C'est immoral, c'est inacceptable. Les Nigériens n'ont jamais connu de telles méchancetés dans le pays. Ils ignoraient que le socialisme pouvait en être capable.

Lorsque la persécution policière, les lynchages judiciaires, l'ostracisme sauvage, la corruption inopérante face à des militantes et militants engagés que rien ne saurait pousser à renoncer à leurs choix et à leur conviction, il ne reste plus pour un Pnds qui aura échoué à détruire un parti, et ce malgré l'immensité des moyens mobilisés pour se débarrasser du Moden-Fa/Lumana afin de ne pas avoir à l'affronter, que de se servir d'un autre, d'une rébellion manigancée de l'intérieur pour espérer enfin démolir le parti et «tuer» le destin d'un homme qui gêne tellement les socialistes. L'homme qu'ils utilisaient à cette fin, enivré par les couleurs du "fric" qu'on lui miroitait, prétendent les



détructeurs, était devenu le dernier espoir à déstructurer le parti pour le confier à un leader fantoche imposé par les manipulateurs, n'avait pourtant pas le charisme nécessaire pour sa mission commandée même lorsqu'ils peuvent croire qu'il aurait joué un rôle déterminant dans la création et dans la mise sur pied du parti, pour choisir d'utiliser ses services qu'il pouvait payer cash dans l'espoir qu'enfin les militantes et militants si têtus à s'accrocher à leur parti et à leur leader cèdent pour migrer ou pour abandonner Hama Amadou. Les hommes et les femmes qui l'ont supporté dans les épreuves iniques que Mahamadou Issoufou et son régime lui ont imposées ont tenu bon, et le Stade Général Seyni Kountché en a donné la preuve le samedi 7 novembre 2020.

Mais, Noma Oumarou ne pouvait rien comprendre. Un homme seul, même affublé d'un Seïni Yacouba alias Seïni Mereda qui s'était autoproclamé vice-président de Lumana, d'un soi-disant Secrétaire général de Lumana en la personne d'Abdoukarim Bako et de Dame Akounou, ne peut jamais arracher un parti à un groupe organisé, à un bureau politique, à des structures statutaires qui ont refusé de le suivre dans son aventure, pour croire qu'il peut s'imposer au parti et à ses militants. Accroché au départ à une fonction dérisoire de président par intérim qui saute dès lors que celui qui lui en a fait le privilège revient dans le pays,

et garrotté à ce fantôme, et fort du soutien de ceux qui le sponsorisent dans son action de sape, Noma a cru qu'il pouvait compter sur la bénédiction de ses parrains et de ses employeurs tapis à l'ombre du pouvoir, pour arracher le parti quand par tout, l'on peut comprendre que Noma n'a aucune chance de prendre le pouvoir. Il n'a ni la légitimité, encore moins la légalité avec lui et tous les observateurs ont compris que Noma n'est qu'un mercenaire pour que quelques milieux du pouvoir manipule, peut-être saoulé par le gain facile qu'on pourrait lui avoir miroité, ainsi que le susurrent certains détracteurs d'un homme en mal de légitimité qui a choisi de s'humilier en agissant d'une manière aussi roturière qui le rebaisse pour le révéler aux Nigériens comme la symbolisation animalière de la vipère dont le plaisir est dans la morsure, le désir bestial de faire le mal.

## Un homme têtù ?

La fidélité des hommes et des femmes Lumana a eu raison de son engagement, de son activisme dans un métier – la subversion – pour lequel il n'est pas fait. Les yeux hagards chaque fois qu'il se livre à la presse, l'homme semble souffrir de se savoir engagé dans un projet pour lequel il n'a aucun talent et qu'il ne peut réussir. Personne ne pouvait croire que cet homme si taciturne et effacé, sans envergure politique et sans ambition, puisse être capable d'un tel mal, enfonçant ses canines

dans la chair d'un parti qui lui a quand même fait l'honneur et le privilège d'occuper par la seule volonté du président du parti, non des structures du parti, le poste prestigieux et non statutaire de président intérimaire. Noma a cru qu'il était devenu un super Nigérien et qu'il pouvait tout s'autoriser, y compris à violer des décisions de justice comme si, pour l'extraterrestre qu'il serait devenu, aucune loi du pays ne peut s'appliquer à lui. C'est dommage. Et notamment pour des gens qui peuvent faire croire qu'ils sont allés si loin à l'école pour ne pas tomber dans de tels travers. Les Nigériens ont vu et ont compris la force d'une malveillance. Pour autant, le parti est resté serein, refusant de tomber dans la réaction épidermique. Par au moins deux fois, à la suite de décisions de justice imparables, en référé et en appel, Noma et ses compères ont été déboutés mais cela n'aura pas permis de leur casser les ailes de la malveillance, de les arrêter et ils continuent à s'arc-bouter à leur dessein malveillant. C'est donc à la stupeur générale des Nigériens que l'on a appris qu'après ses douches froides par lesquelles Noma pouvait avoir perdu ses ardeurs à mordre, l'on apprend que ses coéquipiers sont allés encore tenter un autre recours en justice, comme pour montrer qu'ils ne sont pas prêts à abandonner l'os qu'ils tiennent avec les crocs. Ils sont décidés à mordre, à faire mal, sans aucun souci pour leur image, pour leur réputation. Faut-il donc croire que Noma aura tellement mangé qu'il lui faut faire preuve d'une hargne à déstabiliser Lumana, sachant que les moyens lui manquent cruellement pour parvenir à cette fin ? Qu'a-t-il pu manger qui ne puisse laisser aucune lucidité à comprendre qu'il n'a aucune chance de prendre le Moden-Fa Lumana si large pour ses fragiles épaules ? Pourtant, l'ouvrier, tout le monde en est convaincu, ne peut rien espérer de cet orpaillage politique. Peut-être s'inquiète-t-il de rendre une part de l'or, de l'avance perçue pour rentrer en rébellion.

On peut d'ailleurs constater que depuis des jours où le candidat du Moden-Fa Lumana parcourt le pays, face aux foules immenses qu'il soulève partout dans les coins du pays où il est allé, s'il pouvait lui rester quelque bon sens, Noma Oumarou devrait abdiquer, en comprenant définitivement que Lumana n'est pas pour lui et Lumana ne pouvait pas être à lui.

Il est dommage que le ministère de l'Intérieur, par l'implication de tous ses responsables, n'ait pas compris qu'il est impossible d'aider

le rebelle car tout lui manque pour porter un tel combat, jusqu'au charisme. Pourquoi donner un coup de pouce à un homme qui a été incapable de convaincre, de montrer qu'il a une base, qu'il a des hommes et des femmes, nombreux dans le pays, qui le soutiennent, qui sont avec lui. Aussi, en agissant contre des décisions de justice, le ministère de l'Intérieur se rend coupable d'une insubordination vis-à-vis de la Justice, pensant pouvoir les banaliser avec de simples lettres administratives qui pourraient mettre en selle un rebelle perdu sur les chemins. Dans d'autres pays, pour les intellectuels qu'ils sont, ceux qui, au ministère de l'Intérieur, ont agi contre des décisions de justice, n'auraient pas attendu qu'on les dégage, ils seraient partis d'eux-mêmes. Mais nous sommes au Niger...

**Pourquoi, comme Hama Amadou, Noma Oumarou ne parcourt pas le pays pour montrer qu'il a du monde avec lui ? On peut comprendre ici qu'il n'est habité que par le désir bestial de nuire. Tant pis.**

Pourquoi, depuis qu'il est rentré en rébellion contre le parti, et qu'il revendique la légitimité du parti, jamais l'homme en question n'a osé tenir un seul meeting auquel il pourrait appeler à la mobilisation «son» Lumana qui n'existe que dans son imaginaire ? Le pauvre !

**Une décision qui met fin à une rébellion**

Les ailes de Noma sont cassées depuis le lundi 9 novembre au matin avec cette décision du Tribunal de grande instance, hors classe de Niamey qui vient une énième fois le débouter. Et depuis que la sentence est connue, l'homme et sa troupe se sont terrés, perclus de honte sans doute, incapables du moindre mot, ne serait-ce que pour jouer aux bons démocrates en reconnaissant un arrêt de justice et dire qu'ils en prennent acte et s'y plient. Ils ne parlent plus. Ils avaient eu tort de forcer et de ne pas écouter ceux qui, amis et parents, avaient tenté de les raisonner. Faire le mal ne pouvait pas être un métier tant qu'on a une bonne éducation. Noma et compagnie sont désormais classés dans les placards poussiéreux de l'Histoire.

Les mots du Juge sont sans appel : «Rejette l'exception de nullité de l'assignation soulevée par Me. Niandou Karimou, Conseil des défenseurs ; Rejette également l'exception

de chose jugée tirée de l'objet de la requête ; Déclare irrecevable l'action de monsieur Abdoulkarim Bako Moussa, secrétaire générales qualité du parti Moden FA Lumana Africa (aile Noma Oumarou) pour défaut de qualité». Désormais et c'est clair même pour les aigris, Noma et un autre ne devraient plus parler au nom du Moden-Fa Lumana et ne peuvent se servir de ses insignes. Ils peuvent, maintenant que tout le monde a compris leur jeu, créer leur parti si tant est qu'ils en sont capables, sinon conduire leur monde, si tant est qu'ils en ont, pour regagner le Pnds Tarayya et son candidat car eux n'avaient jamais eu d'ambitions présidentielles, mais venaient juste pour amuser la galerie. Au Niger, la situation est tellement grave que l'on ne saurait s'accommoder de plaisantins, de petits Charlots politiques qui ont oublié que la politique est une chose assez sérieuse avec laquelle l'on ne peut s'amuser, surtout au cœur de malaises qui agitent le pays. La tempête est désormais passée. Hama Amadou et le Moden-FA/Lumana-Africa, pour la vraie renaissance du Niger, poursuivent leur destin. Sereinement.

**Gobandy**

**LE MONDE  
D'AUJOUR'HUI  
HEBDOMADAIRE  
NIGERIE  
D'INFORMATIONS  
GENERALES ET  
D'ANALYSE**

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /  
NIF:297 59/S**

*E-mail : [lemonde\\_niger1@yahoo.fr](mailto:lemonde_niger1@yahoo.fr)*

**Directeur de publication**  
**Arouna Yacouba**  
**94.95.75.33**

---

**Directeur Commercial**  
**Inoussa DICKO**  
**90.00.99.83 / 96.75.34.12**

**Conception & Composition  
LE MONDE D'AUJOUR'HUI  
Tirage : 1000 Exemplaires sur  
les presses de DARCYS**

## Salaires illégaux

# Quand Seïni Oumarou se met la corde au coup

Dans une interview qu'il a accordée à Jeune Afrique et publiée lundi 9 novembre 2020, le président du Mnsd Nassara, Seïni Oumarou, a surpris plus d'un par ses réponses alambiquées. A l'observation du journaliste qui lui indiquait : « Vous avez tout de même été nommé haut représentant du chef de l'État », Seïni Oumarou a réagi en ces termes : « En tant qu'ancien premier ministre, je ne pouvais pas entrer au gouvernement. En accord avec le Président, nous avons donc créé ce poste, non constitutionnel, qui me permettait d'apporter ma contribution et de recevoir des interlocuteurs au nom de chef de l'État. Je l'ai occupé durant quatre ans et cette mission est aujourd'hui terminée.

Je vais démissionner pour me consacrer à la campagne pour la prochaine présidentielle ».

Par ce propos irréfléchi, le président du Mnsd Nassara confesse sa faute, la complicité dans la violation de la Constitution.

Si Seïni Oumarou savait pertinemment, et il l'a avoué sans ambages, que ce poste est anticonstitutionnel, et qu'il a accepté, avec un Issoufou Mahamadou coutumier de la



violation de la loi fondamentale, de le créer, pour lui-même, c'est qu'il ne vaut pas mieux que celui qu'il a d'ailleurs décidé de servir au lendemain des élections générales de 2016 contre attente.

## La Chronique de Malik

### La bourse académique, une éternité !

La bourse académique financière, philosophiquement, est une récompense que la Nation octroie aux étudiants méritants. Symboliquement, elle encourage l'effort. Juridiquement - disons le haut et fort - c'est un droit. En tant que tel, son versement, en saine logique, devrait intervenir dans les délais. Ce ne serait que justice.

Scrogneugneu ! Ce n'est pas le cas en République du Niger, et un peu partout ailleurs. Ceux qui en pâtissent, sont les bénéficiaires. La Nation leur fait une promesse. Les dirigeants négligent de l'honorer. Car, disons les choses, le retard dans le versement de la bourse traduit en grande partie une mauvaise volonté, une impéritie des autorités. Il n'y a pas à le prouver. On le constate. Nous sommes péremptores.

Autrement, comment comprendre, qu'un État qui se prétend soucieux de l'éducation nationale, du bien-être des scolaires et étudiants, préfère organiser des sommets internationaux, composer un gouvernement pléthorique, augmenter le traitement des députés, négliger la fraude fiscale, tandis que les étudiants-boursiers ne sont pas désintéressés ? Un État a besoin de rayonnement international. Sans doute. Les élus du peuple ont droit au confort. C'est exact. Mais, pas au détriment des étudiants. Ce n'est ni juste, ni sage. La renommée du pays, d'accord. Mais la bourse, d'abord. Celle-ci fait celle-là.

Qu'on imagine un seul instant, la déception des étudiants, issus de familles pauvres, orientés en ville ! Sans parents, ni revenus. N'eût été la cité universitaire, certains seraient réduits à une vie de clochards ! Incapables de se nourrir. De s'offrir des ouvrages ! Des vêtements décents ! Qu'on se figure, à défaut d'en connaître, un étudiant nigérien

à l'étranger, totalement ou grandement dépendant de la bourse ! C'est un être pitoyable pour qui, chaque jour qui se lève est un enfer qui se prolonge. Chassé ou empêché de composer, quand il n'est pas en règle vis-à-vis de son établissement ! Il se trouve humilié, parmi ses camarades d'autres nationalités. En cela, c'est le prestige même du pays qu'on abat. On ne le dira jamais assez ! La bourse est un droit. Ce n'est pas une aumône.

Le triste de l'histoire, c'est que beaucoup d'étudiants semblent s'accommoder du retard : « Ah ! On n'y peut rien. Ça dure depuis longtemps. Mais, ça finira par arriver. Prions Dieu ! ». On a envie de donner raison à Marx, quand il dit que l'espérance en Dieu, « la religion est la plainte des opprimés. L'espoir d'une condition humaine sans espoir ». Bref, passons !

Vous trouverez même quelques uns, mal inspirés, sympathisants ou militants du parti au pouvoir, qui vous disent : « C'est vrai que la bourse n'est pas payée à temps. Mais, le gouvernement accomplit des efforts, dont il faut lui savoir gré. Gouverner, ce n'est pas facile. Arrêtez de critiquer ! ». Soit ! Mais, gouverner c'est prévoir. C'est surtout faire des choix. Arbitrer, entre le nécessaire et le secondaire. La bourse est nécessaire. En cela, elle est prioritaire. Par ailleurs, qu'on réponde à la question, qu'on fournisse des explications : au juste, pourquoi la bourse n'est pas versée à temps ? Vivement le jour où, les étudiants, dans un élan collectif, un mouvement de y'en a marre, protesteront devant la justice face à cette situation ! Le Droit se trouvera de leur côté. Car, une fois de plus, la bourse est un avantage légalement octroyé.

Ce n'est pas une *saddaka*.

**Abdoul de Soudani**  
Homme de Lettres